**Face à des critiques contradictoires, comment réformer l'Europe ?**

*Par Patrick Artus*

*Publié le 28/06/2016 à 06:50 | Le Point.fr*

La majorité des Britanniques qui ont voté pour le Brexit reprochent à l'Europe son interventionnisme, sa volonté de multiplier les règles, les normes dans tous les domaines. Il s'agit aussi bien des politiques économiques (règles budgétaires, mais elles ne s'appliquent pas au Royaume-Uni, réglementation du marché du travail, réglementations financières, règles de la concurrence) que des politiques en matière d'immigration, des normes diverses (normes industrielles, de sécurité alimentaire, de pêche, d'environnement…). Le Royaume-Uni reproche donc à l'Europe d'être antilibérale, régulatrice, centralisatrice.

Dans beaucoup de pays d'Europe continentale au contraire (France, Espagne, Italie…), et en particulier chez les sympathisants de gauche, il est reproché à l'Europe d'appliquer des politiques économiques ultra-libérales. Elle demande aux pays de réduire leurs déficits publics, de pratiquer des « dévaluations internes » (baisse des coûts salariaux) pour rétablir leur compétitivité-coût, de rendre plus flexibles leurs marchés du travail (réduction des coûts de licenciement…), d'accroître la concurrence sur les marchés des biens et services.

Au Royaume-Uni, l'Europe est donc perçue comme étant « trop à gauche », en Europe continentale, comme étant « trop à droite » ; d'où la contradiction évidente entre les critiques faites à l'Europe.

**Le cas de l'Allemagne**

La situation de l'Allemagne est encore différente. L'opinion allemande approuve les demandes d'assainissement des finances publiques, d'amélioration de la compétitivité, de flexibilité accrue sur le marché du travail. Mais elle reproche à l'Europe une dérive insidieuse vers le fédéralisme (vers « l'Union de transferts »), avec le soutien de la solvabilité budgétaire des États par la politique monétaire très expansionniste de la BCE, avec les projets de budget et de ministère des Finances de la zone euro…

Dans les autres pays de la zone euro, au contraire, les positions allemandes (refus du fédéralisme, refus allemand de mener des politiques économiques qui réduisent l'excédent extérieur de l'Allemagne et donc soutiennent la demande intérieure de la zone euro) sont fortement critiquées.

On voit donc la complexité de la situation, puisque selon le pays dans lequel on se trouve, l'Europe est critiquée pour des raisons différentes et contradictoires : elle est trop interventionniste et trop centralisatrice ; elle est ultra-libérale dans sa philosophie économique ; évolue-t-elle insidieusement vers le fédéralisme ? Quels sont les vrais problèmes de l'Europe pour qu'elle soit ainsi rejetée ? Il nous semble qu'il y en a trois.

**Les divergences entre niveaux de vie**

Tout d'abord, et il s'agit ici d'un problème de la zone euro et non de l'Union européenne, rien n'existe aujourd'hui qui réduise la divergence des niveaux de vie entre les pays. Dans une union monétaire, la disparition du risque de change conduit à ce que les pays se spécialisent différemment. Comme on l'observe bien dans la zone euro, les structures productives des pays deviennent de plus en plus différentes ; certains pays se spécialisent dans le haut de gamme (biens d'équipement…), d'autres dans le milieu-bas de gamme (tourisme, agro-alimentaire), ce qui génère la divergence entre les pays des niveaux de revenu. Cette divergence devient de plus en plus inacceptable dans les pays dont le niveau de vie relatif recule (Grèce, Portugal, Espagne), d'où un risque clair d'explosion si des politiques d'harmonisation des niveaux de vie ne sont pas mises en place. Quelles que soient ces politiques (transferts organisés des pays riches vers les pays pauvres, budget de la zone euro de grande taille, mise en commun de composantes de la protection sociale…), elles conduisent l'Europe vers ce fédéralisme rejeté pourtant par l'Allemagne.

**Rétablir le principe de subsidiarité**

Ensuite, il faut rétablir le principe de subsidiarité, c'est-à-dire distinguer ce qui est mieux fait au niveau européen et ce qui est mieux fait au niveau des pays. Il n'y a plus aujourd'hui de réflexions sérieuses sur la subsidiarité, avec une tendance croissante à la centralisation. Le point de départ doit être l'analyse des externalités, c'est-à-dire des effets d'une politique menée dans un pays sur les autres pays. S'il y a externalités fortes d'une politique, elle doit être décidée au niveau central, ou au minimum coordonnée. Cette pratique de l'analyse des externalités est complètement ignorée aujourd'hui : on coordonne la TVA (qui pourrait être laissée au choix des États, en particulier pour financer des niveaux différents de générosité de la protection sociale), on ne coordonne pas les cotisations sociales des entreprises ou les taux d'imposition des entreprises (qui génèrent pourtant des biais considérables de compétitivité). Certaines politiques (règlementation financière, politiques de sécurité, commerce, politique étrangère) doivent bien sûr être menées au niveau européen, là où l'Europe doit parler d'une seule voix.

**Pas de règles strictes**

Enfin, il faut abandonner l'illusion qu'on peut mener la politique économique à partir de règles strictes. Il s'agit de la « vue allemande » de la conduite de la politique économique dans une union monétaire : la coordination se fait à partir de règles préalables qu'on applique strictement ; ce sont les « règles du jeu » de la vie en commun dans une Union économique et monétaire. Mais l'application stricte des règles a révélé le danger de cette pratique. On a par exemple demandé aux pays périphériques de la zone euro de réduire leurs déficits publics alors que leurs économies étaient encore beaucoup trop faibles, ce qui a amplifié la crise ; à l'inverse, la BCE essaie désespérément de ramener l'inflation vers 2 %, avec une création monétaire et des niveaux de taux d'intérêt déraisonnables. Il serait bien plus efficace de pouvoir adapter pragmatiquement les règles à l'évolution de la situation économique, aux spécificités de chaque pays. Ceci pose aussi la question de « l'Europe à la carte ». Faut-il des règles communes à tous, ou bien certains groupes de pays peuvent-ils décider d'avancer plus vite sur certains points (réglementations financières, politiques de l'énergie, constitutions de systèmes communs de protection sociales, éducation…) ?

Les critiques faites à l'encontre de l'Europe semblent totalement contradictoires ; trop centralisatrice et interventionniste, trop libérale, trop fédérale ? Le point commun de ces critiques est la rigidité, on pourrait dire l'approche bureaucratique : l'Europe fabrique des normes (des règles), elles s'appliquent à tous en toutes circonstances.

On pourrait passer à un autre modèle où le maintien d'une homogénéité suffisante des niveaux de vie entre les pays est pris pour une contrainte (d'où l'abandon de la règle d'absence des transferts fédéraux), où la subsidiarité et l'analyse des externalités sont centrales pour séparer ce qui doit être fait au niveau de l'Europe ou au niveau des États, où une flexibilité raisonnée et pragmatique des règles est introduite.